

M.E.S., Numéro 134, Vol. 2, mai – juin 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mis en ligne : le 31 mai 2024



## *Revue Internationale des Dynamiques Sociales*

### *Mouvements et Enjeux Sociaux*

*Kinshasa, mai - juin 2024*



## EVOLUTION DU SECTEUR INDUSTRIEL EN RD CONGO : le rôle de la Zone Economique Spéciale

par

**Auguy BOLANDA MENGA MOMENE**

Licencié en Sciences Economiques,  
Université de Kinshasa

### Résumé

Dans les orientations de la politique de développement de la RDC, la mise en place des Zones Economiques Spéciales (ZES) est perçue comme une stratégie visant à booster le secteur industriel à travers l'attractivité des Investissements, notamment les Investissements Directs Etrangers (IDE). Les zones économiques spéciales (ZES) sont des zones délimitées géographiquement qui offrent des incitations fiscales, douanières et réglementaires pour attirer les investissements étrangers et favoriser le développement économique. Ces ZES ont été mises en place dans le cadre de la politique de promotion de l'investissement et du développement économique du pays. A cet effet, certaines études ont tenté d'évaluer l'impact des ZES en RDC et à identifier les défis et opportunités associés à leur mise en œuvre (AZES, 2020). Toutefois, si les travaux dans la littérature soulignent l'importance de ZES dans le développement industriel, cette littérature demeure encore très peu documentée en ce qui concerne la RDC, qui, à l'image de bon nombre de pays en développement, a mis en place depuis 2009 la politique de ZES. La description du rôle des ZES montre qu'elles contribuent à attirer des investissements étrangers dans des secteurs clés tels que l'industrie, l'agroalimentaire et les services.

**Mots-clés :** évolution, secteur industriel, République Démocratique du Congo, Zone Economique Spéciale

### Abstract

In the guidelines of the DRC's development policy, the establishment of Special Economic Zones (SEZs) is seen as a strategy aimed at boosting the industrial sector through the attractiveness of Investments, particularly Foreign Direct Investments (FDI). Special economic zones (SEZs) are geographically demarcated areas that provide tax, customs and regulatory incentives to attract foreign investment and promote economic development. These SEZs were set up as part of the country's investment and economic development promotion policy. To this end, certain studies have attempted to assess the impact of SEZs in the DRC and to identify the challenges and opportunities associated with their implementation (AZES, 2020). However, if works in the literature highlight the importance of SEZs in industrial development, this literature still remains very little documented with regard to the DRC, which, like many developing countries, has implemented implemented the SEZ policy since 2009. The description of the role of SEZs shows that they help attract foreign investment in key sectors such as industry, agri-food and services.

**Keywords :** evolution, industrial sector, Democratic Republic of Congo, Special Economic Zone

### INTRODUCTION

Le secteur industriel en République démocratique du Congo (RDC) est un secteur clé de l'économie du pays, bien que son développement soit entravé par de nombreux défis. Cette description se concentre sur cinq aspects principaux du secteur industriel congolais. Tout d'abord, les infrastructures et accès aux ressources sont les domaines à moderniser pour une industrialisation durable en RDC. La RDC possède d'importantes ressources naturelles, notamment des minerais tels que le cobalt, le cuivre, le coltan et l'or (IMF, 2023). Cependant, le manque d'infrastructures de transport et d'énergie fiables limite l'exploitation et la transformation de ces ressources. Les entreprises industrielles doivent souvent faire face à des coupures d'électricité fréquentes et à des routes en mauvais état, ce qui entrave leur compétitivité sur les marchés internationaux. Par la suite, la stratégie d'industrialisation a porté sur l'identification des secteurs clés de l'industrie. Les principaux secteurs industriels en RDC comprennent l'extraction minière, l'agro-industrie, l'industrie manufacturière et la production d'énergie. L'extraction minière est le secteur le plus important en termes de contribution au PIB, mais il est souvent critiqué pour son manque de transparence et ses pratiques environnementales discutables (Anderson, 2023). L'agro-industrie, quant à elle, a un fort potentiel de croissance en raison de la richesse des terres agricoles du pays.

En poursuivant dans la même lancée, on peut également observer l'attractivité des investissements étrangers et les partenariats public-privé. Malgré les défis immenses, la RDC attire un certain nombre d'investisseurs étrangers dans le secteur industriel, en particulier dans l'extraction minière (IMF, 2023). Les partenariats public-privé sont également encouragés pour stimuler le développement industriel du pays, bien que des problèmes de gouvernance et de corruption puissent entraver ces initiatives (Anderson, 2023 ; Rubbers, 2023). En outre, il est impossible de présenter les caractéristiques du secteur industriel sans parler de la main-d'œuvre et la formation professionnelle. La main-d'œuvre en RDC est abondante, mais souvent

peu qualifiée, ce qui constitue un défi pour les entreprises industrielles cherchant à recruter du personnel compétent. Des efforts sont déployés pour améliorer la formation professionnelle et l'éducation technique afin de répondre aux besoins du secteur industriel. Enfin, un essor du secteur industriel en RDC doit prendre en considération les défis environnementaux et sociaux. L'industrie minière en RDC est souvent critiquée pour ses impacts négatifs sur l'environnement et les communautés locales. La pollution des sols et des cours d'eau, les conflits fonciers et les violations des droits de l'homme sont des problèmes récurrents auxquels les entreprises industrielles doivent faire face (Rubbers, 2023).

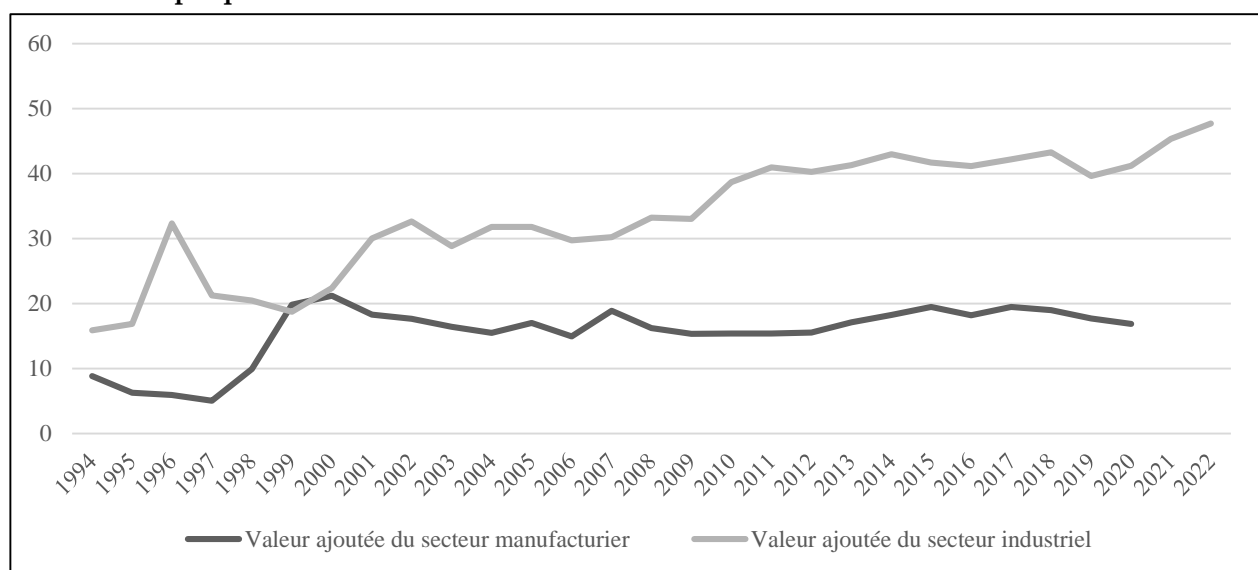
Dans les orientations de la politique développement de la RDC, la mise en place des Zones Economiques Spéciales (ZES) est perçue comme une stratégie visant à booster le secteur industriel à travers l'attractivité des Investissements, notamment les Investissements Directs Etrangers (IDE). Les zones économiques spéciales (ZES) sont des zones délimitées géographiquement qui offrent des incitations fiscales, douanières et réglementaires pour attirer les investissements étrangers et favoriser le développement économique. En République Démocratique du Congo (RDC), les ZES ont été mises en place dans le cadre de la politique de promotion de l'investissement et du développement économique du pays. A cet effet, certaines études ont tenté d'évaluer l'impact des ZES en RDC et à identifier les défis et opportunités associés à leur mise en œuvre (AZES, 2020). Toutefois, si les travaux dans la littérature soulignent l'importance de ZES dans le développement industriel (Koster et al., 2019 ; Aritenang et Chandramidi, 2020 ; Lu et al., 2023), cette littérature demeure encore très peu documentée en ce qui concerne la RDC, qui, à l'image de bon nombre de pays en développement, a mis en place depuis 2009 la politique de ZES (AZES, 2020).

Dans suite, hormis la présente introduction et la conclusion qui en met un terme, deux points font l'objet de cette réflexion. Le premier se focalise sur l'évolution du secteur industriel de la RDC en mettant en lumière les avancées qui ont été observées et les défis à relever. Le second point quant à lui, retrace le contexte de la mise en œuvre des ZES et leur rôle dans le processus d'industrialisation en RDC. Par ailleurs, les données statistiques utilisées dans cette étude proviennent essentiellement de la Banque Mondiale (World Development Indicators, WDI) et couvrent la période allant de 1994 à 2022.

## I. DYNAMIQUE DU SECTEUR INDUSTRIEL EN RDC

Pour avoir une idée de l'évolution du secteur industriel en RDC, il faut se pencher sur les chiffres. En effet depuis les années 1994, on peut observer une forte contribution du secteur industriel et du sous-secteur de la manufacture au produit intérieur brut (PIB). Sur la période allant de 1994 à 2022, on observe sur le graphique 1, une évolution rapide de la valeur ajoutée du secteur industriel, entre 15% et 40% sur cette période, avec des pics observés en 1996 (WDI, 2023). Le secteur industriel en RDC est principalement axé sur l'extraction minière et la production d'électricité. L'exploitation minière, en particulier du cuivre et du cobalt, est l'une des principales sources de revenus du pays. Les entreprises minières étrangères ont investi massivement dans le secteur minier congolais, contribuant ainsi à la croissance de l'industrie extractive. En outre, la RDC possède un potentiel hydroélectrique important, ce qui a permis le développement de centrales électriques pour répondre aux besoins industriels du pays (IMF, 2023).

**Graphique 1. Evolution du secteur industriel et du secteur manufacturier en RDC**



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale, WDI (2023).

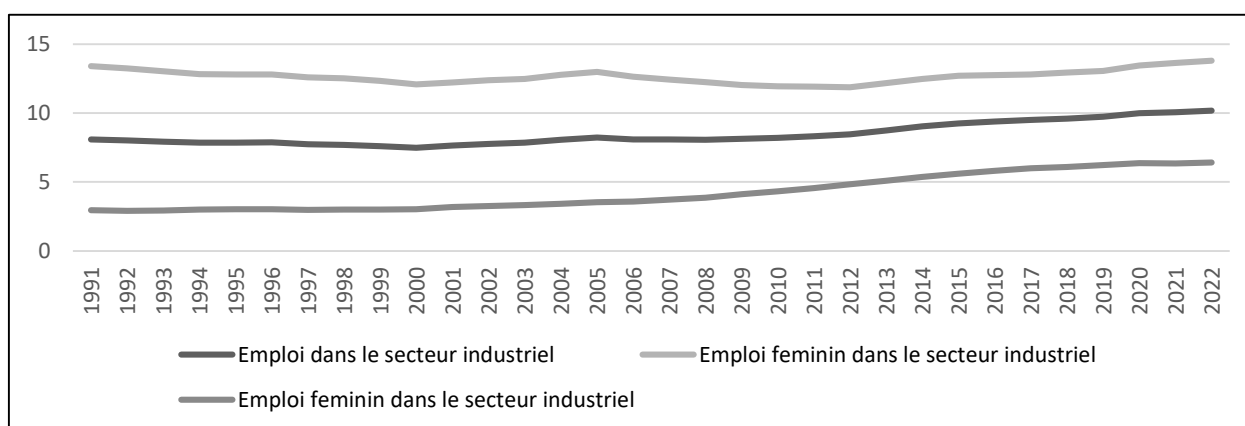
Par ailleurs, sur le même graphique, on observe que la valeur ajoutée du secteur manufacturier évolue moins vite sur la même période. Le secteur manufacturier en RDC est moins développé que le secteur industriel, mais il joue tout de même un rôle crucial dans l'économie du pays. Les industries manufacturières en RDC se concentrent principalement sur la transformation des matières premières, telles que le cuivre et le cobalt en produits finis exportables. En outre, le secteur manufacturier comprend également la production alimentaire, la fabrication de textiles et d'autres biens de consommation. Suite à ces aspects, on observe logiquement que la valeur ajoutée du secteur manufacturier à partir des années 2000 a connu une baisse passant de 20% du PIB à 16,84% du PIB en 2020 (WDI, 2023). Cela montre la régression du potentiel de transformation des produits miniers en RDC sur le territoire national.

Le secteur industriel et le secteur manufacturier de la RDC apportent collectivement une contribution substantielle au PIB du pays. La production minière et énergétique a généré des bénéfices financiers considérables pour le pays, tandis que les entreprises manufacturières ont facilité les opportunités d'emploi et favorisé la progression de l'économie (Tshinu, 2022). Néanmoins, des obstacles persistent dans ces domaines, notamment l'instabilité politique, la corruption et l'insuffisance des infrastructures, qui entravent la réalisation maximale du secteur industriel congolais (Oxford Analytica, 2022). L'emploi dans le secteur industriel en République Démocratique du Congo (RDC) est un sujet crucial étant donné l'importance de ce secteur dans l'économie du pays. Dans cette rubrique consacrée à l'évolution du secteur industriel, nous examinons la situation de l'emploi dans le secteur industriel congolais, les défis auxquels il est confronté et les opportunités pour stimuler la création d'emplois dans ce secteur (Kikasu, 2017). Le secteur industriel de la République démocratique du Congo (RDC) comprend principalement le secteur minier et la production d'électricité. Historiquement, ces secteurs ont constitué d'importantes sources d'emplois dans le pays, offrant des opportunités d'emploi à une main-d'œuvre considérable (Aterido et al., 2018). L'apport de sociétés minières étrangères implique souvent le recours à la main-d'œuvre locale, favorisant ainsi la création d'emplois dans les régions minières de la RDC.

En outre, la mise en place de centrales électriques a entraîné la création d'emplois dans le secteur de l'énergie. L'examen de l'évolution de l'emploi dans ce secteur révèle une proportion constante de l'emploi industriel par rapport à l'emploi total, qui est restée stable entre 8 et 10 % de 1991 à 2022 (WDI, 2023). Malgré les opportunités d'emploi offertes par le secteur industriel en RDC, il existe plusieurs défis qui entravent la création d'emplois durables et de qualité. L'un des principaux défis est le manque de compétences et de formation appropriées parmi la main-d'œuvre locale, ce qui limite les opportunités d'emploi qualifié (Aterido et al., 2018). De plus, l'instabilité politique et l'insécurité dans certaines régions du pays peuvent également dissuader les investisseurs et entraver la croissance de l'emploi dans le secteur industriel (Bak, 2022).

Nonobstant les défis, il est possible de favoriser la création d'emplois dans le secteur industriel en République démocratique du Congo. Dans un premier temps, il est impératif d'allouer des ressources à l'amélioration des programmes de formation et à l'acquisition de compétences de la main-d'œuvre indigène, dans le but de répondre aux demandes du secteur industriel en matière de main-d'œuvre compétente (Aterido et al., 2018). En outre, l'encouragement des investissements privés et étrangers dans la sphère industrielle a le potentiel de renforcer les opportunités d'emploi et de favoriser le progrès économique au sein du pays. Enfin, le plaidoyer en faveur d'un environnement des affaires sûr et favorable peut également servir de catalyseur à l'amplification des perspectives d'emploi dans le secteur industriel.

**Graphique 2. Evolution de l'emploi dans le secteur industriel en RDC**



Source : auteur à partir des données de la Banque mondiale

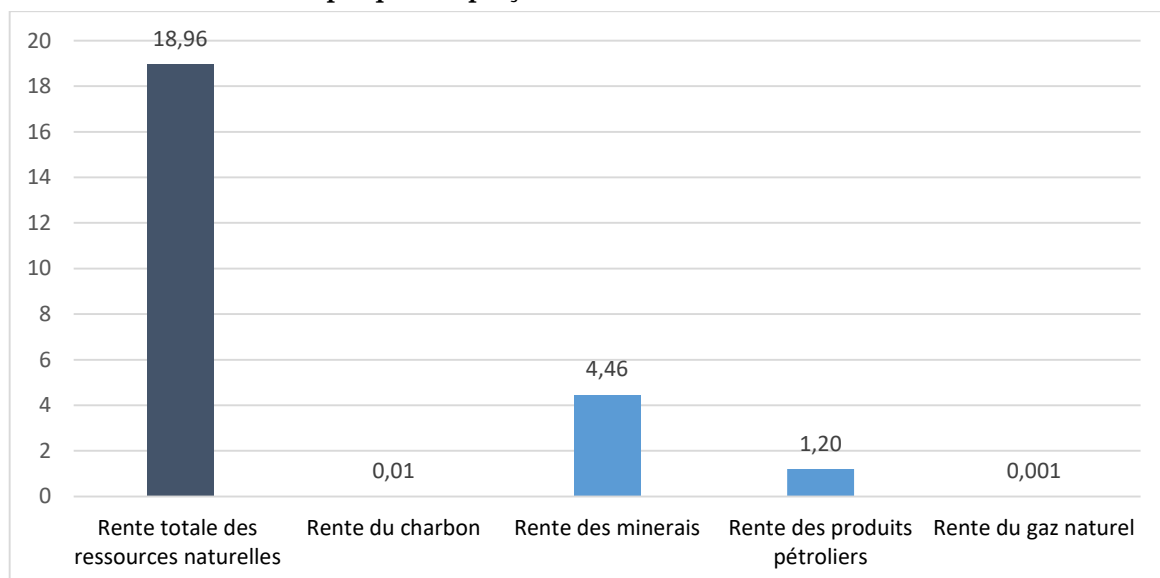
En République Démocratique du Congo, la part de l'emploi féminin dans le secteur industriel peut être plus importante que l'emploi masculin. Cela peut s'observer sur la figure 2. L'emploi féminin oscille entre

13% et 14% tandis que chez les hommes on observe une hausse entre 2% et 6% sur la période 1991-2022 (WDI, 2023). Plusieurs raisons peuvent expliquer cet écart. Tout d'abord, dans certains secteurs industriels, tels que l'industrie textile, l'industrie agroalimentaire ou l'industrie pharmaceutique, les femmes sont souvent plus présentes en raison de leur expertise, de leurs compétences spécifiques ou des types de tâches requises. Par la suite, les femmes peuvent être plus nombreuses à occuper des postes dans le secteur industriel en raison de la disponibilité d'emplois dans des domaines où elles sont historiquement bien représentées.

Par exemple, les femmes peuvent être plus présentes dans les usines de transformation alimentaire ou dans les industries textiles. De plus, la mise en place des politiques de diversité et d'inclusion est presque effective. Certaines entreprises ou organisations du secteur industriel en RDC peuvent mettre en place des politiques de diversité et d'inclusion visant à favoriser l'emploi des femmes et à promouvoir l'égalité des chances. Cela peut conduire à une plus grande représentation des femmes dans le secteur industriel. Enfin, il y a des initiatives de développement économique. Des programmes ou initiatives de développement économique visant spécifiquement à promouvoir l'emploi des femmes dans le secteur industriel peuvent également contribuer à une plus grande présence féminine dans ce domaine. Il convient de noter que malgré une plus grande représentation des femmes dans certains secteurs industriels en RDC, des défis persistent en termes d'égalité des chances, d'accès à des postes de direction et de rémunération équitable entre les genres. Il est donc important de poursuivre les efforts visant à promouvoir l'égalité de genre dans le secteur industriel et à créer un environnement inclusif pour tous les travailleurs, qu'ils soient hommes ou femmes.

Le secteur industriel en RDC présente à la fois des forces et des faiblesses qui influent sur son développement et son impact sur l'économie du pays. Dans ce développement, nous explorons ces aspects pour mieux comprendre les enjeux et les défis auxquels ce secteur est confronté. En termes de force, la RDC dispose de ressources naturelles abondantes, notamment des minerais tels que le cuivre, le cobalt, le coltan, le diamant, ... (IMF, 2023). Ces ressources constituent une base solide pour le développement de l'industrie minière et métallurgique dans le pays. La rente totale des ressources naturelles contribue à hauteur du 18% du PIB. Lorsque l'on observe par secteur de ressource, il apparaît que cette contribution est très faible (WDI, 2023).

**Graphique 3. Aperçu du secteur industriel en RDC**



Source : Auteur à partir des données de la Banque mondiale.

La RDC possède un potentiel hydroélectrique important, ce qui offre des opportunités pour le développement de l'industrie électrique et électronique, ainsi que pour la fourniture d'énergie aux entreprises industrielles. Malgré les défis liés à l'éducation et à la formation professionnelle, la RDC dispose d'une main-d'œuvre qualifiée dans certains domaines techniques et industriels, ce qui peut favoriser le développement de certaines industries. Le secteur industriel offre des opportunités de diversification économique en RDC, en créant des emplois, en stimulant la croissance économique et en réduisant la dépendance aux exportations de matières premières. Avec une population en croissance et une classe moyenne émergente, le marché intérieur en RDC présente un potentiel pour le développement de l'industrie manufacturière et la production de biens de consommation. En ce qui concerne les faiblesses, celles-ci sont nombreuses, notamment :

- infrastructures inadéquates : Les infrastructures en RDC sont souvent défectueuses, ce qui entrave le développement du secteur industriel en limitant l'accès aux matières premières, à l'énergie et aux marchés ;
- cadre réglementaire et administratif complexe : le cadre réglementaire et administratif en RDC est souvent complexe, instable et peu transparent, ce qui crée des obstacles pour les entreprises industrielles en termes d'obtention de permis, de respect des normes et de protection des investissements ;
- manque d'accès au financement : les entreprises industrielles en RDC rencontrent souvent des difficultés pour accéder au financement nécessaire à leur développement en raison du manque de capitaux disponibles, de l'absence de garanties suffisantes et de la réticence des banques à prendre des risques ;
- dépendance aux importations : la RDC est souvent confrontée à une forte dépendance aux importations de biens manufacturés, ce qui limite le développement de l'industrie locale et nuit à la compétitivité des entreprises nationales ;
- faible intégration régionale : la faible intégration régionale de la RDC limite les opportunités d'accès à des marchés plus vastes et réduit la compétitivité des entreprises industrielles sur le plan international.

Le secteur industriel présente à la fois des forces et des faiblesses qui influent sur son développement. Pour surmonter les défis auxquels il est confronté, il est essentiel de mettre en place des politiques et des réformes visant à renforcer les points forts du secteur tout en remédiant aux faiblesses identifiées. Cela nécessitera une coordination entre les acteurs publics et privés, des investissements ciblés dans les infrastructures et la formation, ainsi qu'une amélioration du climat des affaires pour favoriser l'émergence d'une industrie compétitive et durable en RDC.

## II. LE ROLE DES ZES DANS LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL DE LA RDC

Depuis le milieu des années 1980, une augmentation notable de la création de nouvelles régions a été observée, en particulier dans les pays en développement (Farole et Akinci, 2011). Néanmoins, à la suite de la crise, les conditions de fonctionnement de ces zones se sont modifiées. Il est de plus en plus impératif que leur efficacité en termes de conception, de mise en œuvre et de gestion joue un rôle central dans l'influence de leurs résultats finaux (Farole, 2011). Le cadre juridique régissant les zones économiques spéciales en République démocratique du Congo (RDC) est stipulé dans le Décret n°09/16 du 30 avril 2009 créant un comité de pilotage des zones économiques spéciales (Présidence de la République-RDC, 2014 ; AZES, 2019). L'objectif principal de cette législation qui est de faciliter les investissements et la surveillance de ces zones, relève de la compétence d'une entité gouvernementale dotée de fonctions administratives et techniques, créée par un décret du Premier ministre. Cette entité est connue sous le nom d'Agence des zones économiques spéciales (AZES), créée en 2015 (Baraka et al., 2016 ; Majambo, 2016). Dans l'ensemble, le cadre réglementaire des ZES en RDC est conçu pour créer un environnement propice à l'investissement, promouvoir le développement économique et renforcer la compétitivité sur les marchés mondiaux. Les entreprises intéressées par l'établissement d'activités dans les ZES en RDC doivent se familiariser avec les réglementations et les incitations spécifiques applicables à ces zones afin de maximiser les avantages qu'elles en tirent.

Figure 1. Localisation des ZES par provinces en RDC



Source : Agence des Zones Economiques Spéciales (AZES, 2020).

Au 31 décembre 2020, la situation des projets des ZES initiés, soit par les privés, soit par l'État indiquait qu'un total de 10 projets de ZES sont comptabilisés sur l'ensemble du territoire national dont 7 à l'initiative de l'État et 3 à celle des privés. De ces dix projets, deux ont reçu le statut de ZES délivré par l'AZES suite à l'avis favorable de la Commission d'octroi de statut de ZES. Il s'agit respectivement de la ZES pilote de Maluku, d'initiative publique, et de la ZES de Kiswishi, d'initiative privée. Le reste des projets a connu un démarrage de leur processus de mise en œuvre qui se poursuivra au cours des mois à venir.

L'évaluation de l'impact des ZES en RDC montre que ces zones ont contribué à attirer des investissements étrangers dans des secteurs clés tels que l'industrie, l'agroalimentaire et les services. Les ZES ont permis la création d'emplois et le transfert de technologies, ce qui a favorisé la croissance économique du pays. Les ZES ont également favorisé l'intégration des entreprises locales dans les chaînes de valeur mondiales, renforçant ainsi la compétitivité de l'économie congolaise. Cependant, malgré ces succès, des défis persistent dans la mise en œuvre des ZES en RDC. Parmi ces défis, figurent la corruption, la bureaucratie excessive, le manque de compétences techniques et la faiblesse des infrastructures de transport et de communication. Ces obstacles entravent le plein potentiel des ZES et nécessitent une action concertée pour les surmonter.

## CONCLUSION

Dans les orientations de la politique développement de la RDC, la mise en place des Zones Economiques Spéciales (ZES) est perçue comme une stratégie visant à booster le secteur industriel à travers l'attractivité des Investissements, notamment les Investissements Directs Etrangers (IDE). Les zones économiques spéciales (ZES) sont des zones délimitées géographiquement qui offrent des incitations fiscales, douanières et réglementaires pour attirer les investissements étrangers et favoriser le développement économique. Ces ZES ont été mises en place dans le cadre de la politique de promotion de l'investissement et du développement économique du pays. A cet effet, certaines études ont tenté d'évaluer l'impact des ZES en RDC et à identifier les défis et opportunités associés à leur mise en œuvre (AZES, 2020).

Toutefois, si les travaux dans la littérature soulignent l'importance de ZES dans le développement industriel, cette littérature demeure encore très peu documentée en ce qui concerne la RDC, qui, à l'image de bon nombre de pays en développement, a mis en place depuis 2009, la politique de ZES. La description du rôle des ZES montre qu'elles contribuent à attirer des investissements étrangers dans des secteurs clés tels que l'industrie, l'agroalimentaire et les services.



**BIBLIOGRAPHIQUE**

- Agence des Zones Economiques Spéciales. (2020). Pour un Congo émergent. Rapport annuel 2019, AZES, RDC.
- ANDERSON, P. (2023). Cobalt and Corruption: The Influence of Multinational Firms and Foreign States on the Democratic Republic of the Congo. *Journal for Global Business and Community*, 14(1).
- ARITENANG, A. F., & CHANDRAMIDI, A. N. (2020). The impact of special economic zones and government intervention on firm productivity: The case of Batam, Indonesia. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 56(2), 225-249.
- ATERIDO, R., GONZALEZ, A., MEROTTO, D., PETRACCO, C., & SANCHEZ-REAZA, J. (2018). "Democratic Republic of Congo jobs diagnostic". World Bank, Washington, DC. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.
- BAK, M. (2022). Democratic Republic of the Congo: Overview of corruption and anti-corruption. Transparency International.
- BARAKA, J., BISOKA, A. N., et ANSOMS, A. (2016). Zones économiques spéciales : vers l'accaparement des terres. *Conjonctures congolaises*, in [https://www.researchgate.net/profile/Joel-Akilimali/2/publication/366684384\\_Zones\\_economiques\\_speciales\\_vers\\_l'accaparement\\_des\\_terres/links/63ae8a0e03aad5368e4eb0cf/Zones-economiques-speciales-vers-laccaparement-des-terres.pdf](https://www.researchgate.net/profile/Joel-Akilimali/2/publication/366684384_Zones_economiques_speciales_vers_l'accaparement_des_terres/links/63ae8a0e03aad5368e4eb0cf/Zones-economiques-speciales-vers-laccaparement-des-terres.pdf) Visité le 27/03/2024 à 11h55
- FAROLE, T. (2011). Special economic zones: What have we learned?. *World Bank-Economic Premise*, (64), 1-5.
- FAROLE, T., et AKINCI, G. (Eds.). (2011). *Special economic zones: progress, emerging challenges, and future directions*. World Bank Publications.
- IMF (2023). Democratic Republic of the Congo. IMF country report, doi: 10.5089/9798400244438.002.
- KABAMBA, M., et al. (2017). "Les zones économiques spéciales en République démocratique du Congo : un levier pour l'industrialisation et la diversification économique." *Revue Congolaise d'Économie*, vol. 5, no. 2, pp. 45-58.
- KIKASU, T. E. (2017). *Exploring the socio-economic role of the petroleum refining industry in the Democratic Republic of Congo: a case study of the Congolese Company of Oil Refining Industries (SOCIR)* (Doctoral dissertation).
- KOSTER, H. R., CHENG, F. F., GERRITSE, M., & VAN OORT, F. G. (2019). Place-based policies, firm productivity, and displacement effects: Evidence from Shenzhen, China. *Journal of Regional Science*, 59(2), 187-213.
- LU, F., SUN, W., & WU, J. (2023). Special Economic Zones and Human Capital Investment: 30 Years of Evidence from China. *American Economic Journal: Economic Policy*, 15(3), 35-64.
- MAJAMBO, E. M. (2016). *Les zones économiques spéciales en République démocratique du Congo*. Dounia, 94.
- Oxford Analytica (2022), "Congo mining dispute sends a warning to investors", *Expert Briefings*. <https://doi.org/10.1108/OXAN-DB272336>
- RUBBERS, B. (2023). Mining and the scalar transformations of the state in the Democratic Republic of Congo. *The Journal of Modern African Studies*, 61(1), 73-90.
- TSHINU, G. M. (2022). Unpacking the resource curse and realism challenges on economic development in the democratic republic of Congo (DRC): Case of gecamines. In *Handbook of research on resource management and the struggle for water sustainability in Africa* (pp. 318-336). IGI Global.
- United Nations Conference on Trade and Development. (2019). *World Investment Report 2019: Special Economic Zones*.
- World Bank. (2023). *World Development Indicators*. World Bank.